

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMAB DECHETS

CHEMIN DES PROCESSIONS
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/25- 0734
N° Hélios : 61779
Code AIOT : 0006500231

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 octobre 2024 dans l'établissement SMAB DECHETS implanté Chemin des processions 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 10 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMAB DECHETS
- CHEMIN DES PROCESSIONS 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006500231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Monterelaise d'Assainissement Buffeteau (SMAB) est une installation de transit de déchets dangereux. Certaines opérations peuvent être également effectuées (broyage de contenants souillés, déconditionnement, neutralisation).

Les activités exploitées par la SMAB relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des

installations classées :

Sous le régime de l'autorisation :

- 2718 - transit, regroupement de déchets dangereux pour une capacité maximale de 300 t/j ;
- 2790-1-b et 2790-2 - installation de traitement de déchets dangereux, capacité de 15 500t/an ;
- 3550 - stockages temporaires de déchets dangereux ;
- 3510 - élimination ou valorisation de déchets dangereux, capacité de 10/t/j ;

Sous le régime de la déclaration :

- 2714-2 - transit et regroupement de déchets non dangereux de bois, plastiques, cartons... ;
- 2716-2 - transit et regroupement de déchets non inertes ;
- 2795-2 - installation de lavage de fûts, conteneurs, citernes... ;
- 1435-3 - stations-service de carburant.

Les activités de la SMAB relèvent, en autres, des textes réglementaires suivants :

- Arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 015 du 08 janvier 2010, autorisant la poursuite des activités exercées par la SMAB ;
- Arrêté préfectoral n° 2012/DRIEE/UT77/162 du 26 novembre 2012, autorisant la SMAB à poursuivre des opérations de mélange de déchets ;
- Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2014/DRIEE/UT77/202 du 21 octobre 2014, imposant la constitution de garanties financières ;
- Arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/115 du 27 septembre 2022, imposant des prescriptions complémentaires suite au réexamen IED du bref WT.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Contrôle de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.9	Demande d'action corrective	Suivi sur l'année 2025

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Mesures mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 20/06/2023	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suite identification PFAS		
7	Dispositif de détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 3.4	Sans objet
8	Traitement des effluents et SH	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.3.1 & 4.6.3.3	Sans objet
10	Rétention des eaux d'extinction d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.5	Sans objet
11	Moyens d'intervention d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.17	Sans objet
12	Prévention de la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 5.2	Sans objet
13	Installations et canalisations sous pression	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.14	Sans objet
14	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.10	Sans objet
15	Zone de déconditionnement couverte	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 10.3	Sans objet
16	Stockage des déchets en bennes	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 10.8	Sans objet
17	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 13.1	Sans objet
18	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 13.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SMAB satisfait aux vérifications effectuées par l'inspection des installations classées.

Dans le cadre du suivi de la surveillance renforcée de la qualité des eaux souterraines, une tendance à la baisse des taux de quantification en Fer concernant les concentrations en fer (Fe) a été observée au cours de l'année 2024, le suivi devra, néanmoins, se poursuivre durant l'année 2025.

La campagne de surveillance 2023 des substances PFAS a mis en évidence des valeurs de concentrations élevées en PFOS dans les rejets aqueux de l'établissement. Toutefois, les contrôles réalisés au cours de l'année 2024 constatent des valeurs largement inférieures. De ce fait, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à poursuivre la surveillance des PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : En raison de son activité de réception de déchets dangereux, parfois en mélange, l'exploitant n'a pas été en mesure d'établir une liste exhaustive des PFAS susceptibles d'être présent sur le site. À noter, que la SMAB est soumise au contrôle semestriel des PFAO/PFOS depuis septembre 2023. Suite à la campagne nationale de recherche de PFAS, l'exploitant a complété, et tient à jour, une liste des PFAS susceptibles d'être identifiés au sein des activités de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : La SMAB a réalisé la campagne d'analyses des PFAS, sur une période de 3 mois consécutifs entre octobre et décembre 2023. Les prélèvements ont été effectués au droit des deux points de rejets des effluents aqueux au réseau communal.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les mesures des substances PFAS ont été réalisées par un laboratoire agréé et accrédité COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. La SMAB ne réalisant pas de rejets aqueux continus, les prélèvements ont été effectués de manière ponctuelle sur les eaux de ruissellement collectées dans les bassins de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique,

à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

La SMAB a transmis les résultats de la campagne d'analyses par télédéclaration dans l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures mise en œuvre suite identification PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant ou la présence de PFAS dans ses effluents est manifeste doit définir des actions pour rechercher l'origine puis la supprimer, ou à défaut la réduire autant que possible afin de limiter l'impact de son installation sur l'environnement.

Constats :

Des substances PFAS ont été identifiées lors des campagnes de mesures. Sur la base de ces résultats, la quantité moyenne totale de PFAS rejetée au réseau d'assainissement public est estimé à moins de 90g/an pour l'année 2023.

L'inspection des installations classées a constaté que les effluents aqueux rejetés par la SMAB n'étaient pas d'origine industrielle, mais uniquement en provenance des eaux de ruissellement collectées sur le site. Ainsi aucun rejet continu n'est observé.

Au regard de ce qui précède, l'exploitant n'a pas pu identifier précisément l'origine des substances PFAS présentes dans les rejets d'eaux de ruissellement de son site et n'est à ce jour pas en mesure d'agir pour les supprimer ou réduire à la source.

Dans ce contexte, la SMAB a décidé de poursuivre la surveillance des substances PFAS de manière semestrielle et de rechercher une solution fiable ainsi que technologiquement et financièrement adaptable à son dispositif de traitement des effluents aqueux afin de réduire les teneurs dans ses rejets.

Lors des campagnes de mesures, il a été constaté un dépassement de la valeur limite d'émission de 25µg/L en PFOS. Cependant, les contrôles réalisés, en mars et octobre 2024, font apparaître des valeurs de concentration nettement inférieures à celles constatées au cours de la campagne de 2023

PFOS					
Unité µg/l	2023			2024	
	Octobre	Novembre	Décembre	Mars	Septembre
Bassin 1	23.9	1.41	< 0.1	0.394	0.22
Bassin 2	55.6	3.99	3.54	0.912	0.296

Dans ce contexte l'inspection des installations classées invite l'exploitant à poursuivre la surveillance des PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de détection de matières radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le pont bascule est équipé d'un système de détection de matières radioactives. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, a minima une fois par an, par un organisme habilité.
Constats : Le dernier contrôle du dispositif de radioactivité a été réalisé le 04 juillet 2024, le rapport ne mentionne pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traitement des effluents et SH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.3.1 & 4.6.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les débourbeurs-déshuileurs sont entretenus, exploités et surveillés de manières à respecter les valeurs limites d'émissions (VLE). Contrôles des conditions de rejets, respect des VLE. Suite réexamen IED rajout des paramètres PFAO et PFOS (AP 2022/DRIEAT/UD77/115 du 27/09/2022)
Constats : L'entretien des débourbeurs-déshuileurs a été réalisé le 19 avril 2024. Le curage des réseaux de collecte a été effectué le 07 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être pollués par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. Suite inspection 2022 : Analyse trimestrielle du Fer sur une période d'un an, sur les 6 piézomètres.
Constats : La SMAB poursuit la surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines qui confirme la présence avérée de l'élément Fer, particulièrement au droit du piézomètre B situé en limite de propriété Est du site.

Cependant depuis 2020, les analyses démontrent une tendance à la baisse des taux de quantification en Fer. Cette évolution est confirmée par les analyses réalisées au cours de l'année 2024.

L'exploitant n'identifie pas de lien direct avec les activités de la SMAB.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines à une fréquence trimestrielle au cours de l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : /

N° 10 : rétention des eaux d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.5

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Vérification à effectuer : - des deux bassins de rétention équipés de vanne d'isolement, pour un volume de 360 m³ minimum.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les deux bassins de rétention des eaux de ruissellement étaient régulièrement entretenus. Tous deux sont munis d'une vanne d'isolement clairement identifiée et accompagnée des consignes de manipulation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens d'intervention d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.17

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Vérification à effectuer :

- conformité des poteaux incendie ;

- entretien des extincteurs.

Constats :

Les 92 extincteurs et les RIA ont fait l'objet d'un contrôle le 03 juin 2024.

Le système de détection incendie a été contrôlé le 27 mai 2024.

Les rapports ne mentionnaient pas de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention de la pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour éviter l'accumulation de fumées, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, même en cas de fonctionnement anormal des installations. En particulier, les systèmes de ventilation hausse et basse des bâtiments du centre de transit , regroupement et prétraitement de déchets sont dimensionnées en prenant en compte des hypothèses majorantes. En tout état de cause, ces systèmes respectent les dispositions du Code du travail. [...]
Constats : Le système d'extraction d'air des zones fermées de déconditionnement a fait l'objet d'une analyse le 18 juillet 2024. Le filtre à charbon a été remplacé le 21 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations et canalisations sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.14
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les circuits de fluides sous pression doivent être conformes aux textes réglementaires en vigueur. Leur conception et leur réalisation répondent aux règles de l'art. Une vérification de leur état est effectuée régulièrement par une personne compétente.
Constats : Le réseau d'air comprimé a fait l'objet d'une rénovation au cours de l'année 2024. Le compresseur a été remplacé le 25 septembre 2023, la dernière maintenance a été réalisée le 20 septembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.10
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Des exercices réguliers sont réalisés en liaisons avec les services d'incendie et de secours.
Constats :

La SMAB a procédé à la mise à jour complète du plan d'opération interne.
L'inspection des installations classées a été destinataire de ce projet qui, au jour de l'inspection, était en cours de finalisation et en attente de validation.
À l'issue, l'exploitant programmera, au cours de l'année 2025, la formation et la sensibilisation de ces personnels à la mise en œuvre du POI, puis à un exercice interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Zone de déconditionnement couverte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

La zone de déconditionnement couverte, destinée au regroupement et prétraitement des déchets dangereux en petites quantités, est placée dans un bâtiment divisé en trois zones à simple rez-de-chaussée :

- Une zone de déconditionnement des liquides inflammables
- Une zone de produits corrosifs
- Une zone de broyage de pot de peinture et d'écrase fûts.

Chaque zone est équipée d'extracteur d'air et est séparée par des murs coupe-feu. [...]

Constats :

L'exploitant déclare avoir substitué l'activité de broyage des pots de peinture, à celle de broyage de contenants en plastique.
Les autres zones d'activités restent inchangées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Stockage des déchets en bennes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 10.8

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Quatre bennes permanentes placées sur l'aire de manœuvre n°1 permettent le regroupement de déchets d'amiante lié, de ferrailles non souillées, de flexibles souillés et de fût métallique souillés.

Aux abords de la zone de déconditionnement couverte, quatre bennes permettent le regroupement de palette de bois, de batteries usagers, de pneumatiques et de déchets banals et un rack permet le regroupement d'extincteurs.

Constats :

L'exploitant déclare ne plus accepter l'apport de déchets d'amiante sur son site.
Par ailleurs, l'exploitant précise que les batteries sont entreposées en casiers-palettes étanches et les piles en fûts, sous abris.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : 13.1.1 - Tout déchet entrant sur le centre doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable. [...] Pour cela l'exploitant dispose d'une fiche d'identification. [...] 13.1.3 - Contrôle d'admission (contrôle visuel, prélèvement, tests rapides d'identification du déchet)
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'admission des déchets, par la SMAB, faisait l'objet d'un contrôle visuel afin d'identifier la correspondance entre la réception et la déclaration effectuée par la fiche d'identification du déchet. Cette vérification permet également d'identifier tout mélange de déchets non autorisés. Une pesée est systématique réalisée, de plus, pour les déchets à l'état liquide un test en laboratoire est effectué. Une procédure d'acceptation préalable est prévue avant réception de tout déchet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 13.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : 13.2.1 - Aucun lot de déchets ne peut être expédié sur un centre de traitement extérieur s'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable. 13.2.3 - registre des déchets dangereux expédiés.
Constats : L'exploitant tient à un registre des déchets dangereux expédiés, ce registre est mis en corrélation avec les déclarations effectuées sur la plateforme Trackdéchets. À noter la particularité de déchets au statut de « déchets transit provisoire », en effet ces derniers font uniquement l'objet d'un reconditionnement avant évacuation vers l'exutoire final.
Type de suites proposées : Sans suite

